

Accréditation institutionnelle

**Directives du Conseil d'accréditation pour les agences
d'accréditation**

Projet du 21.03.2025

TABLE DE MATIÈRES

REMARQUES PRÉLIMINAIRES	3
Échelle d'évaluation	4
Analyse du groupe d'expert-e-s	4
Conditions	4
Refus de l'accréditation	4
Contrôle de la réalisation des conditions	4
ORGANISATION DE LA HAUTE ÉCOLE, GOUVERNANCE ET GESTION DE LA QUALITÉ	7
1. Organisation de la haute école	7
2. Gouvernance	7
3. Gestion de la qualité	9
ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES	11
4. Enseignement	11
5. Recherche	13
6. Services	15
PERSONNEL, FINANCES ET INFRASTRUCTURES	16
7. Personnel	16
8. Finances	18
9. Infrastructure	19

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Objectif et but

Le Conseil d'accréditation décide de l'accréditation institutionnelle sur la base des propositions des agences, des rapports des expert-e-s et des rapports d'auto-évaluation des hautes écoles. Les conditions de l'accréditation institutionnelle sont définies à l'art. 30 LEHE. L'ordonnance d'accréditation LEHE concrétise les conditions en termes de standards de qualité et définit la procédure.

Les agences disposent d'une certaine marge de manœuvre dans l'organisation de la procédure - sont prescrites : Rapport d'auto-évaluation (art. 11 de l'ordonnance sur l'accréditation LEHE), groupe d'experts, visite sur place et rapport du groupe d'experts (art. 12 de l'ordonnance sur l'accréditation LEHE) ainsi que les standards. Les évaluateurs disposent à leur tour d'une marge de manœuvre dans l'évaluation des standards de qualité.

Avec les directives suivantes, le Conseil d'accréditation indique pour chaque standard les preuves qu'il estime nécessaires pour l'évaluation des standards par les groupes d'expert-e-s et pour sa décision d'accréditation. Il souhaite ainsi clarifier ses attentes et sa pratique décisionnelle pour tous les acteurs concernés - universités et agences - en amont des procédures, sans interférer avec l'indépendance opérationnelle des agences.

Activités des hautes écoles

La LEHE utilise les notions d'enseignement, de recherche et de services pour désigner les activités principales des hautes écoles (cf. Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1 LEHE). En fonction du type de haute école, il est également fait référence au quadruple mandat de prestations (formation, formation continue, prestations de services ainsi que recherche & développement).

Le Conseil d'accréditation prend connaissance de ces définitions et reconnaît que la réalité de certains types de hautes écoles s'en écarte. Il laisse donc aux hautes écoles le choix de positionner la formation continue sous l'enseignement ou les prestations de services.

Les types de hautes écoles et leurs disciplines ont également des cultures et des traditions de recherche différentes. Au-delà de la distinction entre recherche et recherche appliquée, la LEHE ne donne pas de directives. Il est donc indispensable que les hautes écoles explicitent leur conception de recherche.

Preuves

Les preuves indiquées se réfèrent aux bases juridiques, aux processus et aux instruments de la gestion de la qualité. Il s'agit de documents qui existent déjà. La dénomination des attestations s'oriente vers les contenus des standards. Les documents ou dossiers des hautes écoles peuvent tout à fait avoir d'autres dénominations. Les mêmes preuves (par ex. les statistiques de l'OFS) portent des noms différents selon le standard. En outre, il faut partir du principe que de nombreuses preuves mentionnées sont disponibles dans un seul document : p. ex. dans un manuel de qualité ou dans la stratégie de la haute école.

Les preuves sont numérotées par standard afin de faciliter le référencement par les universités et les agences - si elles le souhaitent.

Pour certains standards, le Conseil d'accréditation attend des informations quantitatives. Il s'agit exclusivement de données que les hautes écoles accréditées doivent de toute façon fournir à l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Le Conseil d'accréditation attend des expert-e-s qu'ils vérifient, dans le cadre de leur activité, la mise en œuvre de la gestion de la qualité ainsi décrite à l'aide d'exemples concrets.

Chaque standard doit pouvoir être évalué de manière autonome. Même si certaines preuves sont pertinentes pour plusieurs standards, le Conseil d'accréditation recommande de mentionner et de commenter à chaque fois les preuves nécessaires. Cela crée certes de la redondance, mais renforce l'argumentation et la lisibilité des différents standards.

Évaluation des standards

Le Conseil d'accréditation attend une évaluation du degré de réalisation de chaque standard sur la base de l'échelle d'évaluation à quatre niveaux (cf. annexe).

ÉCHELLE D'ÉVALUATION

Chaque standard de qualité est évalué selon une échelle comportant les quatre niveaux suivants :

- Un standard est entièrement atteint lorsque les démarches et mécanismes d'assurance qualité existent, que leur mise en œuvre est complète et cohérente et qu'elle permet à la haute école de s'assurer de la qualité de ses activités.
- Un standard est largement atteint lorsque les démarches et mécanismes ne présentent que des manques légers pour l'assurance qualité et sa mise en œuvre.
- Un standard est partiellement atteint lorsque les démarches et mécanismes d'assurance qualité existent, mais que des manques majeurs ou des faiblesses importantes dans leur mise en œuvre sont constatés, ou que les démarches et mécanismes n'existent qu'en partie. Un standard de qualité est également partiellement atteint lorsque les concepts et/ou les mécanismes ne sont pas encore mis en œuvre.
- Un standard n'est pas atteint s'il manque des démarches et mécanismes centraux au système d'assurance qualité et/ou si leur implémentation fait défaut au point de menacer la qualité des activités de la haute école.

ANALYSE DU GROUPE D'EXPERT-E-S

Si les standards sont « partiellement atteints » ou « non atteints », le groupe d'experts identifie dans son analyse les concepts ou mécanismes manquants respectivement les faiblesses dans la mise en œuvre.

CONDITIONS

Si le groupe d'expert-e-s estime qu'il est possible d'établir les concepts ou les mécanismes manquants respectivement de remédier aux faiblesses dans la mise en œuvre dans un délai raisonnable – généralement 12 à 24 mois, mais au maximum 36 mois –, le groupe d'expert-e-s formule une proposition pour une ou plusieurs condition(s).

REFUS DE L'ACCRÉDITATION

Si le groupe d'expert-e-s estime qu'il est impossible de mettre en place les concepts ou mécanismes manquants ou de remédier aux faiblesses de la mise en œuvre dans un délai raisonnable, le groupe d'expert-e-s justifie son évaluation et propose à l'agence de ne pas accréditer la haute école.

CONTRÔLE DE LA RÉALISATION DES CONDITIONS

Les conditions servent à combler d'éventuelles lacunes par rapport aux standards et donc aux exigences de l'accréditation institutionnelle. Lors du contrôle de la réalisation des conditions, il s'agit donc uniquement de savoir si les conditions sont remplies ou non. Le principe est le suivant : les conditions sont remplies lorsque les mesures prises par la haute école permettent de remplir les conditions de l'accréditation institutionnelle.

Si des conditions ne sont pas remplies, les expert-e-s doivent mettre en évidence dans leur analyse les lacunes qui subsistent et proposer la mesure administrative appropriée selon l'article 64 LEHE (nouveau délai, nouvelle condition ou retrait de l'accréditation).

ORGANISATION DE LA HAUTE ÉCOLE, GOUVERNANCE ET GESTION DE LA QUALITÉ

1. Organisation de la haute école

1.1 La haute école dispose d'une organisation et d'une direction qui lui permettent de remplir sa mission.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 3, LEHE

Preuves

- Base statutaire de la haute école (par exemple, loi (cantonale) sur la haute école/sur l'université, statuts, règlement d'organisation, règlement interne de la haute école, statut) [1.1-01] ;
- Mission de la haute école [1.1-02] ;
- Stratégie de la haute école [1.1-03] ;
- Structure organisationnelle et réglementation des compétences de la haute école [1.1-04] ;
- Procédure de nomination du personnel de direction [1.1-05] ;
- Données qualitatives et quantitatives pour la gestion de la haute école [1.1-06] ;
- Planification pluriannuelle [1.1-07].

2. Gouvernance

2.1 La haute école assure la liberté et l'indépendance de l'enseignement et de la recherche.

Bases

Art. 20, Cst.

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Contexte

La liberté et l'indépendance de la recherche et de l'enseignement sont des principes fondamentaux du domaine des hautes écoles, garantis par la Constitution fédérale de la Confédération suisse (art. 20 Cst.).

La garantie de ce droit fondamental est une question de gouvernance : il s'agit de l'autonomie des activités académiques, c'est-à-dire de leur indépendance par rapport au propriétaire ou à la collectivité responsable.

La LEHE reconnaît qu'il n'existe pas de modèle unique de gouvernance des hautes écoles. (09.057 Message relatif à la loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles et la coordination dans le domaine suisse des hautes écoles, p. 4154)

L'indépendance des activités académiques est particulièrement impérative lorsque le propriétaire/la collectivité responsable est également impliqué dans la gestion opérationnelle de la haute école.

L'indépendance de la recherche et de l'enseignement doit surtout être garantie lorsqu'il y a d'autres bailleurs de fonds.

Preuves

- Compétences de la collectivité responsable/du propriétaire vis-à-vis de la haute école [2.1-01] ;
- Rapports de gestion, rapports annuels ou rapports d'activité [2.1-02] ;
- Comptes annuels et rapports d'audits financiers des 4 dernières années [2.1-03] ;
- Instruments et processus visant à garantir la liberté et l'indépendance de la recherche et de l'enseignement (par exemple, règlements sur les fonds de tiers, règlements sur les prestations annexes du personnel académique, contrats de recherche, contrats de sponsoring, directives et procédures pour la sélection et l'engagement des collaborateurs, description des modalités de signalement des abus) [2.1-04].

2.2 La haute école s'assure des droits de participation de tous les groupes représentatifs à tous les niveaux et leur permet de fonctionner de manière indépendante.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 4, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.1)

Contexte

Une gouvernance pertinente et efficace suppose que tous les groupes représentatifs de la haute école puissent participer aux processus de décision, notamment les étudiant-e-s, le corps intermédiaire, le corps enseignant, le personnel administratif et technique (art. 30, al. 1, let. a, ch. 4 LEHE et ESG 1.1).

Preuves

- Base statutaire pour l'établissement d'organes de participation, leur fonctionnement et leurs compétences [2.2-01] ;
- Procédure de désignation des représentant-e-s dans les organes de participation [2.2-02] ;
- Compétences des représentant-e-s des groupes représentatifs dans les organes de participation [2.2-03] ;
- Processus et outils par lesquels la haute école assure le fonctionnement indépendant des groupes représentatifs, y compris les moyens par lesquels la haute école le favorise (locaux, moyens de communication internes et externes, soutien administratif, décharge, etc.) [2.2-04].

2.3 La haute école publie des informations sur son organisation, sa gouvernance, son financement et ses activités.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 3, LEHE

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 7, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.1, 1.2 et 1.8)

Preuves

- Rapports de gestion, rapports annuels ou rapports d'activité [2.3-01]

- 2.4 La haute école promeut l'égalité des chances et l'égalité dans les faits. Elle se fixe des objectifs de durabilité sociale, notamment en matière de diversité, d'égalité des chances et d'inclusion, et contrôle la réalisation de ces objectifs.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 5, LEHE

Contexte

Par rapport à la formulation de la LEHE, « égalité » est complétée par la notion de « diversité ». La référence à l'article 30 LEHE reste toutefois visible (« la promotion de l'égalité des chances et de l'égalité dans les faits entre les hommes et les femmes dans l'accomplissement de ses tâches »).

La Confédération impose à tous les employeur-e-s de plus de 100 employé-e-s de procéder à une analyse de l'égalité salariale. [Logib](#) est l'outil d'analyse standard de la Confédération. Il permet aux employeur-e-s de réaliser eux-mêmes une analyse de l'égalité salariale.

Preuves

- Base statutaire pour l'établissement d'organes de promotion de l'égalité et de la diversité, leur fonctionnement et leurs compétences [2.4-01];
- Objectifs de la haute école pour promouvoir l'égalité des chances et la durabilité sociale dans son fonctionnement, dans l'enseignement, la recherche et les prestations de services [2.4-02];
- Résultats des analyses réalisées avec Logib [2.4-03].

- 2.5 La haute école accomplit ses tâches en tenant compte de la durabilité économique et écologique. La haute école se fixe des objectifs dans ce domaine et contrôle la réalisation de ces objectifs.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 6, LEHE

Preuves

- Objectifs de la haute école en matière de promotion de la durabilité économique et écologique [2.5-01] ;
- Résultats du contrôle de la réalisation des objectifs [2.5-02]

3. Gestion de la qualité

- 3.1 La haute école dispose d'un système de gestion de la qualité qui lui permet d'atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels. La haute école définit son système de gestion de la qualité dans le cadre d'un processus participatif et entretient une culture de la qualité.

Bases

Art. 27, LEHE

Art. 30, al. 1, let. a, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.1)

Contexte

Le système de gestion de la qualité recense toutes les activités de la haute école et lui permet de fixer des objectifs pour son développement et de contrôler l'efficacité des mesures prises.

Preuves

- Base statutaire pour la gestion de la qualité [3.1-01] ;
- Processus et instruments de gestion de la qualité [3.1-02] ;
- Rapports sur la gestion de la qualité [3.1-03] .

3.2 La haute école a attribué de manière transparente et claire les tâches et les responsabilités en matière de gestion de la qualité.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, LEHE

Contexte

La LEHE exige un système d'assurance de la qualité qui couvre tous les processus et activités (enseignement, recherche, prestations de services) ainsi que la qualification du personnel de la haute école.

La formation continue fait également partie des activités de base d'une haute école. Selon le type et le profil de la haute école, la formation continue est présentée comme une quatrième activité (quadruple mandat de prestations) ou est subsumée sous l'enseignement ou les prestations de services.

Preuves

- Réglementation des compétences ainsi que des droits et obligations en matière de gestion de la qualité [3.2-01];
- Communication interne des responsabilités en matière de gestion de la qualité [3.2-02].

3.3 La haute école analyse régulièrement le système de gestion de la qualité et procède aux adaptations nécessaires.

Bases

Art. 27, LEHE

Art. 30, al. 1, let. a, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.10)

Preuves

- Résultats et mesures issus du contrôle de la gestion de la qualité [3.3-01] ;
- Communication sur le développement de la gestion de la qualité [3.3-02].

ENSEIGNEMENT, RECHERCHE ET SERVICES

4. Enseignement

- 4.1 La haute école dispense un enseignement conformément à son type de haute école. La haute école se fixe des objectifs pour l'enseignement et contrôle la réalisation de ces objectifs.

Bases

Art. 23-25, LEHE

Art. 26, LEHE (pour les hautes écoles spécialisées)

Art. 30, al. 1, let. a ch. 1, LEHE

Art. 30, al. 1, let. B, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.2, 1.3, 1.7 et 1.9)

Contexte

Les trois types de hautes écoles, à savoir les universités (y compris les instituts universitaires), les hautes écoles spécialisées (y compris les instituts de niveau haute école spécialisée) et les hautes écoles pédagogiques, se distinguent par l'admission au premier cycle d'études (art. 23 à 25 LEHE), la nature de l'enseignement (art. 26 LEHE), la nature de la recherche (art. 26 LEHE) et le droit de délivrer des doctorats (uniquement pour les universités ou les instituts universitaires ; art. 11 de l'ordonnance sur la coordination de l'enseignement).

L'ordonnance sur la coordination de l'enseignement (RS 414.205.1) régit le système d'études échelonné, l'admission aux cycles d'études et la dénomination des titres. L'enseignement inclut la formation dite de base aux niveaux bachelor et master. Les universités et les instituts universitaires sont en outre actifs dans le troisième cycle (doctorat).

La formation continue fait également partie des activités de base d'une haute école. Selon le type et le profil de la haute école, la formation continue est présentée comme une quatrième activité (quadruple mandat de prestations) ou est subsumée sous l'enseignement ou les prestations de services. Dans le cadre de l'accréditation institutionnelle selon la LEHE, la formation continue fait l'objet des standards du chapitre 6.

La Suisse est signataire de la Déclaration de Bologne. L'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (EEES) promeut notamment la mobilité (étudiant-e-s, chercheur-se-s, corps enseignant, personnel administratif et technique), la reconnaissance des diplômes au niveau européen, la dimension européenne dans le développement des programmes d'études, la coopération entre les institutions, la coopération en matière d'assurance de la qualité.

Preuves

- Objectifs de la haute école en matière d'enseignement [4.1-01] ;
- Résultats de la vérification de la réalisation des objectifs [4.1-02] ;
- Vue d'ensemble des titres délivrés par la haute école [4.1-03] ;
- Conditions d'admission aux études [4.1-04] ;
- Directives et processus pour la création et le développement des offres d'études [4.1-05] ;
- Vue d'ensemble du nombre d'étudiant-e-s et du taux d'encadrement par domaine d'études (y compris "student-centered learning, teaching and assessment") [4.1-06] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon les tableaux 6_1.1 - 6_6.4 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés par domaine](#) ;
 - Les *Hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon les tableaux 12-22 des OFS Statistiques [Chiffres-clés par domaine](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 11 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés HEP](#) ;

- Vu d'ensemble du personnel de l'enseignement par catégorie SIUS et taux d'occupation [4.1-07] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 8 de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon le tableau 5a de la statistique de l'OFS Statistiques [Répartition du temps de travail selon type de prestation, la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 2 de la statistique de l'OFS [Personnel selon type de prestation, catégorie de personnel et la haute école - EPT](#).

4.2 La haute école structure son offre d'études et ses diplômes en fonction de son type de haute école. Elle définit et publie les qualifications acquises dans le cadre des programmes d'études.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.8)

Contexte

L'enseignement inclut la formation dite de base aux niveaux bachelor et master. Les universités et les instituts universitaires sont en outre actifs dans le troisième cycle (doctorat).

La formation continue fait également partie des activités de base d'une haute école. Selon le type et le profil de la haute école, la formation continue est présentée comme une quatrième activité (quadruple mandat de prestations) ou est subsumée sous l'enseignement ou les prestations de services. Dans le cadre de l'accréditation institutionnelle selon la LEHE, la formation continue fait l'objet des standards du chapitre 6.

L'ordonnance sur la coordination de l'enseignement (RS 414.205.1) régit le système d'études échelonné et la dénomination des titres.

La Suisse est signataire de la Déclaration de Bologne. L'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (EEES) promeut notamment la mobilité (étudiant-e-s, chercheur-se-s, corps enseignant, personnel administratif et technique), la reconnaissance des diplômes au niveau européen, la dimension européenne dans le développement des programmes d'études, la coopération entre les institutions, la coopération en matière d'assurance de la qualité.

Preuves

- Vue d'ensemble des titres délivrés par la haute école [4.2-01] ;
- Bases statutaires pour les offres d'études [4.2-02] ;
- Exemples de descriptions d'offres d'études [4.2-03] ;
- Directives pour la présentation des diplômes [4.2-04] ;
- Le cas échéant des accréditations de programmes (CDIP, SEFRI, LPMéd, LPsy, etc.) [4.2-05] .

- 4.3 La haute école réglemente toutes les phases des études, notamment l'admission aux études, la progression des études, la mobilité, la reconnaissance des acquis et l'obtention du diplôme, conformément à son type de haute école. La haute école dispose d'une procédure appropriée pour le traitement des plaintes des étudiants. Elle en définit les règles et les publie.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.4)

Contexte

La LEHE règle l'admission au premier cycle d'études à l'article 23 (hautes écoles universitaires), à l'article 24 (hautes écoles pédagogiques) et à l'article 25 (hautes écoles spécialisées).

L'ordonnance d'admission HES règle l'admission aux hautes écoles spécialisées.

Preuves

- Règlement(s) d'admission [4.3-01];
- Réglementation sur la reconnaissance des études et des prestations préalables [4.3-02];
- Base statutaire pour la mobilité des étudiant-e-s et sa mise en œuvre [4.3-03];
- Directives pour la description des cours et des évaluations [4.3-04];
- Base statutaire pour l'obtention des diplômes [4.3-05];
- Communication des réglementations relatives à toutes les phases des études [4.3-06].

- 4.4 La haute école évalue régulièrement l'enseignement. Elle informe les parties prenantes concernées des résultats et des mesures qui en découlent.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.1 et 1.9)

Preuves

- Base statutaire pour l'évaluation de l'enseignement [4.4-01] ;
- Instruments, processus et responsabilités pour l'évaluation de l'enseignement, y compris la communication des résultats aux parties prenantes concernées [4.4-02] ;
- Communication des résultats aux parties prenantes concernées [4.4-03].

5. Recherche

- 5.1 La haute école fait de la recherche conformément à son type de haute école. La haute école se fixe des objectifs en matière de recherche et contrôle la réalisation de ces objectifs.

Bases

Art. 30, al. 1, let. 1, LEHE

Art. 30, al. 1, let. b, LEHE

Contexte

Les trois types de hautes écoles, à savoir les universités (y compris les instituts universitaires), les hautes écoles spécialisées (y compris les instituts de niveau haute école spécialisée) et les hautes écoles pédagogiques, se distinguent par l'admission au premier cycle d'études (art. 23 à 25 LEHE), la nature de l'enseignement (art. 26 LEHE), la nature de la recherche (art. 26 LEHE) et le droit de délivrer des doctorats (uniquement pour les universités ou les instituts universitaires ; art. 11 de l'ordonnance sur la coordination de l'enseignement).

Preuves

- Objectifs de la haute école en matière de recherche [5.1-01] ;
- Résultats de la vérification de la réalisation des objectifs [5.1-02] ;
- Processus et directives pour le développement des activités de recherche (par exemple pour la création de nouveaux instituts, de chaires ou d'équipes de recherche) [5.1-03] ;
- Objectifs en termes de coopération avec d'autres établissements d'enseignement supérieur [5.1-04] ;
- -Gestion des risques liés au financement de la recherche [5.1-05] ;
- Part des coûts de recherche dans le total des coûts [5.1-06] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon les tableaux 6_1.1 - 6_6.4 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés par domaine](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon les tableaux 12-22 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés par domaine](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 11 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés HEP](#) ;
- Part des fonds de tiers dans le budget de la recherche [5.1-07] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 2a de la statistique de l'OFS [Moyens à disposition pour le financement des charges selon la source de financement et la haute école](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon les tableaux 12-22 la statistique de l'OFS [Chiffres-clés par domaine](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 11 de la statistique de l'OFS [Chiffres-clés HEP](#) ;
- Vue d'ensemble du personnel de la recherche par catégorie SIUS et taux d'occupation [5.1-08] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 8 de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon le tableau 5a de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon type de prestation, la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 2 de la statistique de l'OFS [Personnel selon type de prestation, catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;

Les *hautes écoles universitaires avec niveau doctorat* fournissent en outre les preuves suivantes :

- Règlement(s) relatifs au doctorat [5.1-09] ;
- Processus et directives pour la création et le développement de programmes de doctorat [5.1-10] ;
- Qualifications requises pour l'encadrement des doctorant-e-s [5.1-11] ;

5.2 La haute école évalue régulièrement la recherche. Elle informe les parties prenantes concernées à la fois des résultats et des mesures qui en découlent.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Preuves

- Base statutaire pour l'évaluation de la recherche [5.2-01] ;
- Instruments, processus et responsabilités pour l'évaluation de la recherche, y compris la communication des résultats aux parties prenantes concernées [5.2-02] ;
- Communication des résultats aux parties prenantes concernées [5.2-03].

6. Services

6.1 La haute école se fixe des objectifs en matière de prestations de services et contrôle la réalisation de ces objectifs.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1 LEHE

Art. 30, al. 1, let. b, LEHE

Contexte

La LEHE exige des prestations de services, mais ne définit pas davantage cette notion. Les types de hautes écoles ont une compréhension différente de la notion de prestations de service. La notion de prestations de services se recoupe souvent avec la notion plus récente de « Third Mission ».

Les prestations de services comprennent toutes les activités dans le domaine des services à la communauté et à la société civile, comme, par exemple, la formation continue, les cours en ligne (par ex. MOOCs), la médiation scientifique, les mandats et projets institutionnels ou individuels pour des organisations publiques et privées, le transfert de connaissances et de technologies (TCT).

Comme les standards du chapitre 4 Enseignement se limitent aux activités d'enseignement régies par l'ordonnance sur la coordination de l'enseignement (RS 414.205.1), les standards de ce chapitre s'appliquent également aux activités de formation continue : dans le cadre de l'accréditation institutionnelle selon la LEHE, la formation continue constitue l'objet des standards du présent chapitre.

Preuves

- Objectifs de la haute école en matière de prestations services [6.1-01] ;
- Résultats de la vérification de la réalisation des objectifs [6.1-02] ;
- Processus et directives pour le développement des prestations de services [6.1-03] ;
- Vu d'ensemble du personnel des prestations de services par catégorie SIUS et taux d'occupation [6.1-04] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 8 de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon le tableau 5a de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon type de prestation, la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;

- Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 2 de la statistique de l'OFS [Personnel selon type de prestation, catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
- Énumération ou description de l'offre de prestations de services [6.1-05].

6.2 La haute école évalue régulièrement ses prestations de services. Elle informe les parties prenantes concernées des résultats et des mesures qui en découlent.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Preuves

- Base statutaire pour l'évaluation des prestations de services [6.2-01] ;
- Instruments, processus et responsabilités pour l'évaluation des prestations de services, y compris la communication des résultats aux parties prenantes concernées [6.2-02] ;
- Connaissances issues de l'évaluation des prestations de services [6.2-03] ;
- Communication des résultats aux parties prenantes concernées [6.2-04].

PERSONNEL, FINANCES ET INFRASTRUCTURES

7. Personnel

7.1 La haute école dispose d'une planification du personnel conforme à son type de haute école et emploie son propre personnel académique et technico-administratif.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.5)

Contexte

Afin d'accomplir ses tâches, la haute école dispose de son propre personnel académique. L'identification avec la haute école (« propre personnel ») implique un taux d'occupation de 50% ou plus. Le personnel est considéré comme travaillant à titre principal lorsque le taux d'occupation est égal ou supérieur à 50%. La quantité du « personnel propre » dépend du type, du profil et de la taille de l'établissement.

La recommandation du Conseil des hautes écoles relative aux critères de qualification pour les enseignants des hautes écoles du 22 mars 2022 sert de référence pour la qualification du personnel des hautes écoles conformément au type de haute école.

Preuves

- Catégories de personnel, y compris les profils de compétences [7.1-01] ;
- Vue d'ensemble du personnel de la recherche par catégorie SIUS et taux d'occupation [7.1-02] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 8 de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon le tableau 5a de la statistique de l'OFS [Répartition du temps de travail selon type de prestation, la catégorie de personnel et la haute école - EPT](#) ;

- Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 2 de la statistique de l'OFS [Personnel selon type de prestation, catégorie de personnel et la haute école - ETP](#) ;

Les *hautes écoles universitaires avec niveau doctorat* fournissent en outre les preuves suivantes [7.1-03] :

- Catégories de personnel dans l'encadrement des doctorant-e-s et statistiques correspondantes (uniquement le propre personnel à titre principal).

7.2 La haute école dispose de procédures de sélection, nomination et de promotion transparentes et non discriminatoires. Les qualifications académiques correspondent à son type de haute école. La haute école informe les parties prenantes concernées de ces procédures.

Base

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.5)

Contexte

La qualification du personnel académique (conformément au type de haute école) est décrite dans la recommandation du Conseil des hautes écoles relative aux critères de qualification pour les enseignants des hautes écoles du 22 mars 2022.

Preuves

- Base statutaire pour le recrutement, l'évaluation, la promotion et la nomination du personnel [7.2-01] ;
- Processus et instruments visant à garantir la mise en œuvre [7.2-02];
- Résultats des sondages auprès des collaborateur-trice-s [7.2-03].

7.3 La haute école évalue régulièrement l'ensemble de son personnel académique et son personnel technique et administratif.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.5)

Preuves

- Bases statutaires et directives pour les entretiens périodiques des supérieur-e-s avec leurs collaborateur-trice-s sur les performances personnelles (pour toutes les catégories de personnel) [7.3-01].

7.4 La haute école soutient le développement de carrière de l'ensemble du personnel en général et de la relève scientifique en particulier.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, LEHE (ESG 1.5)

Preuves

- Base statutaire pour le développement de carrière du personnel [7.4-01];
- Modèles de carrière ou autre présentation des possibilités institutionnelles de développement de carrière des différentes catégories de personnel de la haute école [7.4-02] ;
- Résultats des sondages auprès des collaborateur-trice-s [7.4-03].

8. Finances

8.1 La haute école dispose d'une planification financière conforme à son type de haute école et de moyens financiers lui permettant de remplir sa mission et d'assurer sa pérennité à long terme.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, Lehe (ESG 1.6)

Contexte

Le standard reprend la condition de l'art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE (« la qualité de l'enseignement, de la recherche et des prestations de services et une qualification appropriée de son personnel ») et concrétise la condition au niveau des moyens financiers (« la haute école ou toute autre institution du domaine des hautes écoles, de même que la collectivité responsable, présentent les garanties suffisantes pour garantir la pérennité de l'institution. » (art. 30, al. 1, let. C, LEHE)).

Preuves

- Base statutaire ou contractuelle pour l'engagement financier de la collectivité responsable [8.1-01] ;
- Rapports d'audits financiers [8.1-02] ;
- Règles pour l'élaboration des budgets et l'utilisation des moyens [8.1-03] ;
- Gestion des risques financiers [8.1-04] ;
- Instruments qui garantissent que les étudiant-e-s immatriculé-e-s peuvent obtenir leur diplôme dans la haute école [8.1-05] ;
- Finances et charges des hautes écoles [8.1-06] :
 - Les *universités* fournissent les chiffres selon le tableau 2b de la statistique de l'OFS : [Pourvoyeurs de fonds pour le financement des charges](#) ;
 - Les *hautes écoles spécialisées* fournissent les chiffres selon tableau 1a de la statistique de l'OFS : [Produits d'exploitation selon le pourvoyeur de fonds et la source de financement](#) ;
 - Les *hautes écoles pédagogiques* fournissent les chiffres selon le tableau 1a de la statistique de l'OFS : [Produits d'exploitation le pourvoyeur de fonds et la source de financement](#).

9. Infrastructure

- 9.1 La haute école dispose d'une planification d'infrastructure conforme à son type de haute école et dispose de l'infrastructure – notamment des locaux en Suisse, l'accès aux bibliothèques, l'infrastructure de recherche – et de toutes les autres ressources nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Bases

Art. 30, al. 1, let. a, ch. 1, LEHE

Art. 32, Lehe (ESG 1.6)

Preuves

- Planification d'infrastructure [9.1-01] ;
- Description de l'infrastructure existante pour l'enseignement, la recherche et les prestations de services, y compris l'accès aux bibliothèques (physiques et électroniques) [9.1-02] ;
- Processus et outils permettant de vérifier l'adéquation de l'infrastructure aux activités de la haute école [9.1-03].